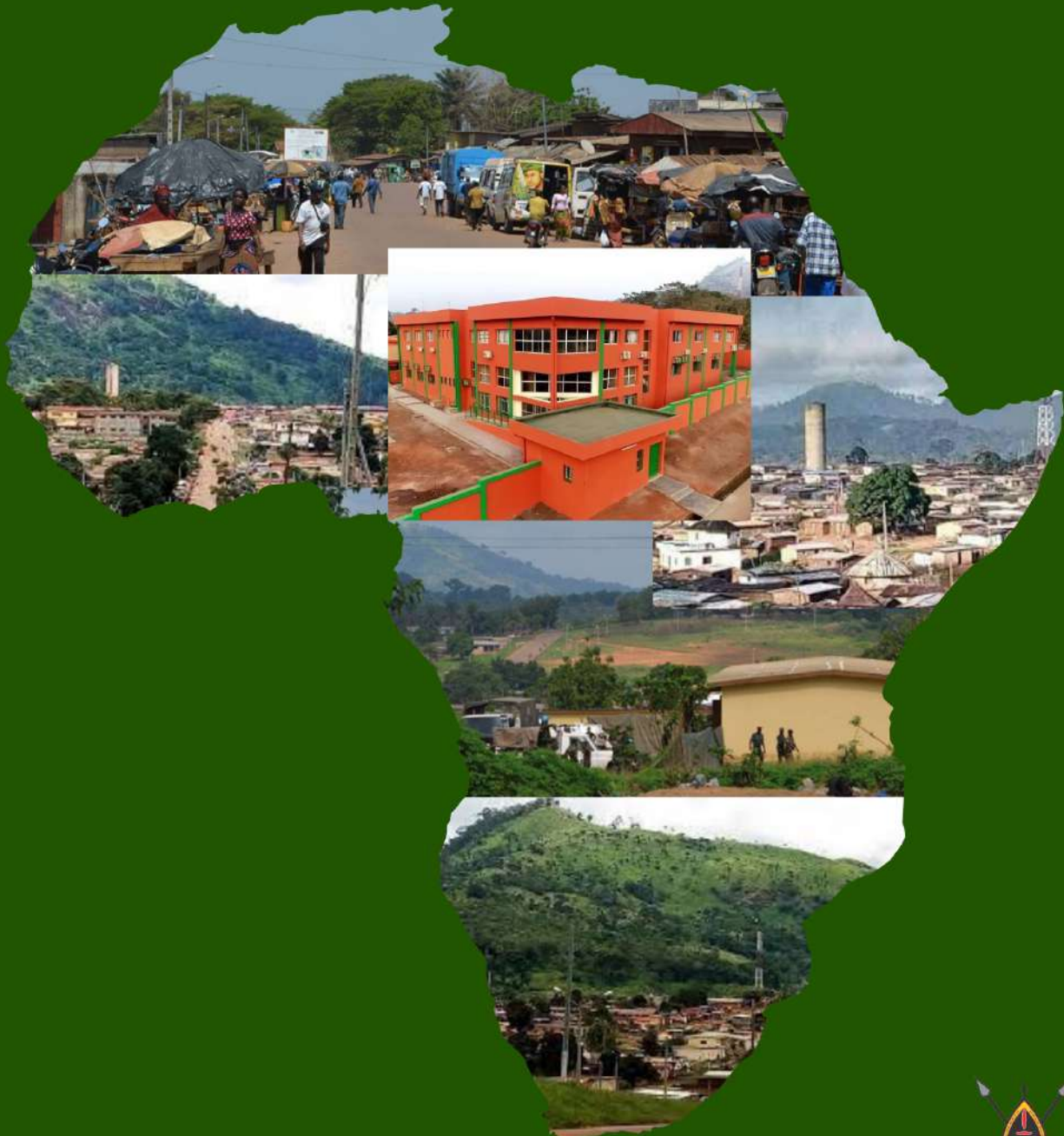


Sous la direction de
Moustapha Soumahoro

Milieu urbain et développement local en Afrique subsaharienne



**Milieu urbain et développement local
en Afrique subsaharienne**

Milieu urbain et développement local
en Afrique subsaharienne

©Éditions fer de lance 2021

Tous droits réservés

Il est strictement interdit de reproduire ou d'enregistrer ou de diffuser, en tout ou en partie par quelque procédé que ce soit le contenu du présent livre sans l'autorisation écrite de l'éditeur. Toute reproduction faite sans l'autorisation de l'éditeur est illicite et constitue une contrefaçon.

Dépôt légal

ISBN : **978-2-981-63116-9**

Bibliothèque nationale du Québec, 2021

Bibliothèque nationale du Canada, 2021

Imprimé au Canada

Octobre 2021

Sous la direction de
Moustapha Soumahoro

Milieu urbain et développement local en Afrique subsaharienne



Ouvrages du même auteur

Agriculture, pêche et développement local en Afrique subsaharienne.
Édition l'Harmattan, Paris, France, 312 pages, (2021).

Aménagement, décentralisation et développement local en Afrique subsaharienne.
Édition l'Harmattan, Paris, France, 446 pages, (2020).

Développement et sous-développement en Afrique. Théories- Concepts-indicateurs.
Édition fer de lance, Sudbury, Ontario, Canada, 110 pages, (2019).

RACHID BAGAOUI ET MOUSTAPHA SOUMAHORO, *Développement local en Afrique subsaharienne. Une compréhension à travers des études de cas.*
Édition l'Harmattan, Paris, France, 266 pages (2014).

Le développement dans le pays Toura en Côte d'Ivoire. Problèmes, stratégies et résultats.
Éditions Universitaires Européennes (EUE), Allemagne, 611 pages, (2012).

©Édition Fer de Lance, 2021
2 Cognac Court, Sudbury, Ontario, P3E 6L4, Canada

www.eferdelance.com

ISBN : 978-2-981-63116-9

Dédicaces

Gloire à Allah, le Miséricordieux, le Très-Miséricordieux pour sa grâce infinie dans ma vie et dans la vie de mes enfants, de mon épouse et de toutes les personnes qui comptent pour moi.

À mon fils Guiah Abdul Abraham SOUMAHORO
À ma fille Sarah Hope Latifa Lorninh SOUMAHORO
À mon épouse Golou Véronique OUAHOU
À ma mère Tokpalou Marceline GOLOU

Introduction

L'urbanisation constitue un phénomène géographique qui affecte diversement le monde et particulièrement les villes d'Afrique subsaharienne, considérée à tort ou à raison comme des villes en devenir ou en construction. Le développement qui s'opère dans ces villes est le résultat de la volonté et des actions des acteurs locaux, étatiques, municipaux et des collectivités territoriales de se donner les moyens et les outils nécessaires pour améliorer leur cadre de vie. Ces actions sont fondamentalement volontariste et porteuse d'espoir des collectives locales et ceux de manière collective. Le développement local qui se veut un outil, un vecteur de l'initiative des acteurs locaux s'inscrit dans cette logique et constitue, à bien des égards, un outil pertinent de la construction du fait urbain et surtout d'une identité urbaine.

Le fait urbain ne s'inscrit pas uniquement dans le sentiment d'une appartenance affective à un territoire, il va au-delà et se caractérise par la matérialisation des grands enjeux territoriaux et de développement socioéconomiques. Il est le portrait à la fois abstrait et physique des problèmes de centre-périphérie, d'étalement urbain, de congestion routière, de pollution urbaine, de planification urbaine, d'intégration, d'habitat, d'industrie, de désindustrialisation, de pauvreté, gestion de déchets, de santé des citoyens, etc. La résolution des défis auxquels les villes africaines vont face nécessite une synergie d'action collective des communautés urbaines, des collectivités territoriales et des États.

Le présent ouvrage, à travers une série d'articles, s'est donné pour but de contribuer au débat sur les conditions favorables à l'élaboration d'une dynamique locale de développement en Afrique par la convocation des synergies susceptibles de porter les aspirations locales à leurs réalisations concrètes (Soumahoro, 2020). À cet égard, l'espace urbain en Afrique subsaharienne demeure un lieu, par excellence, dans lequel les aspirations des acteurs locaux, municipaux se déconstruit et se construit pour le bien-être des populations urbaines. Quelles sont les initiatives mises en place dans les milieux urbains pour favoriser ou améliorer les conditions de vie des citoyens ? Les initiatives, appuyées par les acteurs locaux ou externes tentant de répondre à cette question fondamentale sont au cœur de ce travail.

La première partie de l'ouvrage s'intéresse à la perspective urbaine du développement local. Autrement dit, comment le développement local participe-t-il à la construction du fait urbain. L'intervention des individus tout comme celle de la communauté, autour de projet individuel ou collectif dans lequel les personnes impliquées prennent en charge, les réponses à leurs besoins et où les stratégies ne sont ni étanches, ni exclusives, concourent à la construction du fait urbain. La ville à laquelle s'attache le fait urbain est un milieu complexe mais aussi la traduction spatiale de l'organisation dans l'espace et dans le temps des hommes et de leurs activités dans un

cadre qui est physique, économique, politique et socioculturel. Cette complexité rend toute initiative de développement local en milieu urbain diversifiée où les différents projets sont les manifestations des désirs variés des populations. Les activités qui concourent à cette manifestation sont élaborées à partir des politiques de planification urbaine, d'urbanisme, d'aménagement du territoire, de développement territorial dont les institutions publiques, des organismes internationaux sont les maîtres d'œuvres. Au niveau local, les projets de vitalisations de quartier, de consolidation des activités socioculturels en milieu urbain, la résolution de la pauvreté, l'amélioration du cadre de vie, etc. sont du ressort des acteurs locaux. Une échelle d'intervention s'impose ainsi selon la forme et la nature des projets.

Le développement local s'inscrit à la fois dans le territoire urbain des États mais constitue l'outil de construction de l'autonomie des acteurs locaux à l'échelle nationale et pose implicitement le rôle des disciplines scientifiques à en définir ou en cerner la pertinence. Certains auteurs comme Jean-Claude Mashini dans sa réflexion questionne à la fois la finalité de la géographie congolaise mais surtout la place de cette géographie par rapport à la question du développement local. En résumé, l'auteur s'interroge plus ou moins sur l'apport de la géographie au développement local en RD Congo. À partir de la réflexion sur les heurs et malheurs de la géographie congolaise en RD Congo, l'auteur examine l'implication du développement local dans les dynamiques actuelles liées à la gestion des espaces africains. L'étude de cas du Kwango-Kwilu, une région géographique au sud-ouest de la RD Congo, souligne l'émiettement, sur le terrain, des actions de développement. Le processus de développement local, durable et soutenable semble mis à mal à cause de l'évolution en situation de marginalité et de dépression socioéconomique des « espaces de solidarité ». Ce constat est renforcé par l'étude de Holenu Mangenda qui s'intéresse à la dynamique de l'espace urbain de Kinshasa. L'urbanisation rapide constitue un défi majeur pour la gestion territoriale et spatiale et crée de facto une pression énorme sur les infrastructures et sur l'environnement urbain. À Kinshasa, l'organisation spatiale déséquilibrée est le résultat directe d'une urbanisation déséquilibrée et dysfonctionnelle entre la ville dite « haute » et celle dite « basse » qui connaissent un développement à double vitesse. Face à ce déséquilibre spatial, des solutions existent. Il s'agit de désengorger le centre-ville de proposer d'autres pôles d'activités, de commerces spécialisés et équipés, d'anticiper les extensions de la ville, de mettre à niveau les quartiers existants sous équipés et enclavés, penser à une autre échelle les infrastructures et les équipements. Finalement, il s'agit de réconcilier la ville de Kinshasa avec son environnement naturel et son passé. La consolidation des acquis urbains par la mise en place de projets de revitalisation et de l'aménagement urbain permettent, à bien des égards, à satisfaire les attentes des populations urbaines et à favoriser un processus d'extension urbaine au-delà de son cadre naturel. Il s'en suit souvent un processus de périurbanisation ou de rurbanisation qui définit une relation ambiguë et complexe entre l'urbain et le rural. La ville s'invite

dans le milieu rural et souvent la phagocyte pour créer des espaces transitionnels dont les statuts sont en construction. Les villes africaines connaissent ainsi un développement des territoires périmétropolitains qui créent de nouveaux espaces de connections ville-campagne. Au Cameroun, Gaston Ndock Ndock et H. Blaise Nguendo Yongsi s'intéressent à l'interaction entre la ville et le rural dans un contexte généralisé de croissance urbaine. Les métropoles nationales, que sont les villes de Douala et Yaoundé, connaissent une croissance démographique et spatiale rapide qui s'accompagne, selon les auteurs, de l'annexion ou de l'influence des territoires de l'hinterland polarisés par la métropole engendrant ainsi l'émergence des villes et campagnes de l'arrière-pays en pôles locaux de développement. La dépendance territoriale, ville-campagne, qui se construit est au cœur de l'analyse des deux auteurs qui essaient d'examiner l'action des pouvoirs publics, comme stratégie de développement des territoires en question, mais aussi les mécanismes de mise à profit des innovations diffusées par la dynamique métropolitaine par les acteurs locaux qui s'approprient les effets diffuseurs des métropoles pour ériger leurs territoires en pôles locaux de développement. Dans ce sens, les auteurs concluent que ces territoires périphériques et ruraux apparaissent, par le truchement d'une synergie d'initiatives relevant des acteurs institutionnels et des acteurs locaux, comme des espaces en pleines mutations socio-spatiales. C'est dans ces espaces que s'inscrivent des pratiques et initiatives de développement qui constitue le socle de la nouvelle métropolisation des villes d'Afrique subsaharienne.

Le développement local se conçoit à travers un ensemble de projets socioéconomiques (amélioration de l'habitat, valorisation d'activités, aménagement du territoire, etc...) afin de dynamiser ou de redynamiser un territoire, en occurrence ici, le milieu urbain. Les activités initiées par les acteurs locaux ou externes contribuent à l'amélioration des conditions de vie des citoyens et citoyennes. La deuxième partie de l'ouvrage porte sur la pratique des activités économiques en milieu urbain, dont l'artisanat, comme un outil de mobilisation des ressources naturelles et humaines pour satisfaire les besoins des populations. L'apport de l'exploitation minière au développement local a été étudié par Saha Frédéric et Tchuenga Seutchueng Thierry Gaïtan. À Betaré Oya, une collectivité territoriale décentralisée de la Région de l'Est du Cameroun, l'activité économique basée sur l'exploitation minière est essentiellement artisanale. La collectivité bénéficie de plusieurs investissements étrangers et nationaux. Les retombées pour la communauté sont insuffisantes. Les importants investissements n'ont pas permis un relèvement du taux d'alphabétisation, une amélioration du cadre de vie ou même l'accès aux soins de santé. La contribution de l'activité minière au développement dans la commune de Betaré Oya est compromise. Pour les auteurs, l'exploitation minière présente d'énormes potentialités pour le développement local à Betaré Oya à la condition que d'importants efforts soient consentis pour canaliser les richesses produites vers le développement local à

long terme. Cette problématique se pose dans l'exploitation d'autres ressources comme le sable dans le secteur immobilier dans la commune d'Ebebda au Centre-Cameroun. Ressources indispensables dans le secteur de la construction, l'activité d'extraction de sable est au cœur d'un enjeu économique majeur aussi bien pour les acteurs locaux que pour les grandes villes comme Yaoundé dont les besoins sont en croissance. L'accroissement démographique en ville stimule l'essor du marché immobilier et induit une forte demande des matériaux de construction. La demande du sable à Yaoundé a une préférence pour celui extrait dans le fleuve Sanaga. Cette préférence est profitable à la localité d'Ebebda dont l'activité économique s'est structurée autour de la filière-sable. L'étude, réalisée par Voundi Éric et Tchindjang Mesmin, analyse la filière « sable-Sanaga » d'Ebebda afin d'évaluer sa contribution au développement de la Commune et les problèmes y afférents. Il ressort que la filière « sable-Sanaga » connaît un essor lié à la forte demande venant de Yaoundé et est source d'importantes retombées économiques pour la Commune et une grande majorité de la population.

La débrouillardise en milieu urbain africain constitue un indicateur excellent de la capacité des acteurs à mobiliser les ressources locales pour améliorer leur condition de vie. L'ensemble des différentes activités économiques formelles et informelles dans le tissu urbain en est la parfaite illustration. Les travaux d'Adamou Abdoulaye sur les démarcheurs ou « *dillali* » de la ville de Zinder au Niger dans les transactions foncière et immobilière ressort une activité en expansion. En effet, la très forte spéculation foncière à laquelle s'ajoutent les difficultés d'accès aux logements locatifs a permis l'essor du métier de démarcheurs appelés « dillali » dans toutes les grandes villes du Niger. Ce nouveau métier s'est imposé dans le secteur de l'immobilier. Il est indéniable que pour acheter une parcelle, une maison ou louer un logement à Zinder, il faut passer par les « dillali ». Toutefois, l'ascendance de ce métier informel dans le secteur de l'immobilier et de la spéculation foncière a été très peu étudiée ou très peu valorisée. Selon l'auteur, il importe de connaître mieux l'apport de ce métier à la société par l'identification des acteurs, la connaissance de leur parcours migratoire et résidentiel intra-urbain dans la ville de Zinder et enfin la connaissance des facteurs socioéconomiques et politiques qui ont engendré l'émergence de cette activité.

Au-delà de la débrouillardise qui caractérise le milieu urbain africain subsaharien, l'utilisation de nouveaux outils de communication constitue un modèle de régulation des rapports humains, des affaires et de l'activité économique. Aujourd'hui, dans les villes africaines, l'heure est à la société de l'information. Koné Kapiéfolo, Julien Adou Bosson Camille et Djomo Armel Konan Kouassi questionnent la place de la société de l'information dans le développement de la commune de Bouaké. Ils observent qu'en Côte d'Ivoire, l'analyse du budget alloué à chaque secteur (santé, éducation, électrification, TIC, etc.) révèle que les champs d'investigation des acteurs du développement local sont orientés vers les besoins classiques au détriment des choix

innovants. Cette situation soulève, selon les auteurs, la question d'adaptabilité au contexte technologique ambiant. L'étude réalisée vise à appréhender le développement de la commune de Bouaké dans un contexte dual de priorisation de besoins et de développement de la société de l'information. Suite au procédé empirique de recherche (observation directe sur le terrain et entretiens) et au regard du bilan des investissements municipaux et des orientations de la politique du développement local, l'étude conclut que considérer le numérique comme activateur du développement de la commune de Bouaké est pour l'heure une véritable problématique. Finalement, les auteurs affirment que, dans un contexte où la confrontation entre les TIC au service du développement et les besoins traditionnels du développement, accorde un choix indiscutable aux besoins classiques, la tendance du développement local apparaît davantage exclusive.

En Afrique subsaharienne, le développement constitue une des modalités du changement social. En tant que tel, il implique nécessairement des valeurs, des choix, des cultures, des identités qui doivent tenir compte des adaptations à faire en fonction des circonstances et des évolutions socioéconomiques, politiques et technologiques des êtres humains. Les valeurs, les identités et les pratiques culturelles des communautés impactent leur capacité et volonté de mobiliser les ressources de leur territoire pour satisfaire leurs besoins. La troisième et dernière partie de l'ouvrage s'intéresse à la place de la culture, de l'identité et de la gouvernance en milieu urbain. Dans certaines villes africaines, les acteurs locaux s'organisent sous des bases identitaires, religieuses, politiques, lignagères et ethniques pour promouvoir le développement de leur ville, leur quartier et souvent leur village d'origine. Cette intervention est dite communautaire et s'inscrit dans une démarche collective amorcée par le milieu, regroupant des gens autour d'un projet dans lequel les personnes impliquées prennent en charge collectivement des réponses à leurs besoins. Diby Kouakou Martin, dans son étude présente les stratégies adoptées par la communauté Tchaman du village d'Abobo-Baoulé pour promouvoir le développement local communautaire. L'auteur montre également le rôle que jouent les instances ou les organisations politiques villageoises non seulement dans le système d'administration des hommes, mais également dans les modes de gestion de l'espace villageois et de négociation auprès de l'Administration publique en vue de développer le village. Selon lui, la réussite d'un tel projet s'est appuyée sur l'alternance du « nous » et du « je ». C'est une stratégie très chère à cette communauté pour réussir ses différents projets de développement local communautaire. Les autorités coutumières locales s'appuient également sur les liens de solidarité et de fraternité qui unissent toutes les générations du village pour promouvoir la gouvernance territoriale locale. L'étude conclut que l'adhésion de tous à une telle politique est gage d'une cohésion sociale réussie pour le développement du bien-être social et économique, dans un cadre spatial aménagé, source de fierté et d'affirmation de soi. Cette organisation interne a permis la réalisation

d'importantes infrastructures socio-économiques, administratives et culturelles dans le village.

Si l'implication communautaire semble avoir apporté un gain pour la communauté Tchaman du village d'Abobo-Baoulé, le portrait est relativement différent dans la commune de Bondoukou dans laquelle, selon Kouadio Adou François, Kra Kouadio Joseph et Traoré Porna Idriss, le développement communal est piégé à la fois par son inadaptation culturelle et par les acteurs de la mondialisation. Les auteurs, très critiques du modèle de développement « imposé » par les forces de la mondialisation, expliquent les difficultés de la commune de Bondoukou par l'échec de la combinaison du développement exogène-endogène, où l'institution décentralisée importée de l'occident assure les fonctions supérieures du développement, freine les initiatives de développement local. Selon eux, la légendaire légitimité et le fort enracinement des pouvoirs anciens n'ont pas été pris en compte dans le système d'organisation municipale importé. Par conséquent, les élus municipaux éprouvent alors des difficultés à mobiliser les populations autour des projets de développement. Pour autant, si la décentralisation commence à être compromise, on est très loin d'une remise en cause de l'État qui se plaît à être « bon élève » des bailleurs de fonds.

Cette problématique de l'importance de la prise en compte de la culture, des valeurs traditionnelles africaines, en somme des identités socioculturelles, des acteurs dans le processus de développement urbain, ressort une fois encore dans d'autres travaux de recherche comme ceux effectués par Essapo Daniel et Nyonkwe Ngo Ndjem Marie Louise Simone dans la ville de Douala. Les auteurs questionnent la matérialisation de l'éco-culture comme levier du développement écologique et culturel durable. Comment un tel concept qui a pris racine dans les villes du Nord se matérialise/se manifeste dans les villes du Sud et particulièrement à Douala ? L'étude démontre l'opérationnalisation de l'éco-culture comme un des moteurs de développement local et fait une analyse de certaines pratiques culturelles et écologiques de deux groupes ethniques fortement représentés dans la ville à savoir : les Bamiléké et les Douala. L'éco-culture, permet, selon les auteurs, la prescription d'un certain nombre de mesures mettant en lumière : la diversité naturelle, la revalorisation des pratiques ancestrales et artistiques, la création et l'innovation culturelle, la promotion des « villes créatives » ainsi que toutes les richesses immatérielles qu'on peut considérer comme essentielles à la reconstruction de l'environnement de vie des « doualais » en tant qu'un outil au cœur du développement durable de cette importante ville du Cameroun. L'éco-culture, telle que mentionnée par ces auteurs, repositionne fortement la question ethnique et identitaire dans la construction de la ville camerounaise. Les recompositions ethno-identitaires dans les villes camerounaises étudiées par Ismaïla Datidjo et Leonel Chatry Keptchuime Konguep s'inscrivent dans cette quête identitaire qui caractérise les communautés ethniques qui sont au cœur de la

construction de la ville camerounaise mais surtout du cadre de vie local. Même si certains discours tentent de faire croire à la disparition des regroupements communautaires, signe d'une prédation excessive du modèle urbain occidental, la persistance d'une forme de communautarisme urbain développée sous la base ethnique existe toujours dans le paysage urbain des villes d'Afrique et surtout camerounaise. Par conséquent, les espaces urbains sont non seulement habités par des populations mixtes d'identités ethniques et de régions de provenance, mais aussi, ils sont des lieux de regroupements et de recompositions ethno-identitaires éphémères ou pérennes. Sur la base d'entretiens guidés avec des adhérents d'associations ethniques et quelques acteurs externes de Douala, Yaoundé et Bafoussam, l'étude rend compte des enjeux des regroupements ethno-identitaires dans les villes camerounaises. Selon les auteurs, il ressort de l'étude qu'à travers ces regroupements identitaires en milieux urbains, les ethnies recomposées permettent le déploiement de rationalités sociales des membres, la valorisation de soi, le mépris et le rejet des autres, des comportements aux antipodes de l'interculturalité qui rentrent pourtant dans la définition des villes camerounaises.

Ces comportements aux cœurs des cités africaines constituent des pistes d'analyses du fait urbain afin d'en saisir la pertinence et surtout saisir comment les utiliser de manière positive pour construire une identité urbaine inclusive qui participe à l'amélioration des conditions de vie des populations. Le succès d'un développement local urbain est à ce prix car, cette identité urbaine inclusive, semble être la condition sine qua non de l'implication des acteurs locaux dans les projets.

Finalement le milieu urbain en Afrique subsaharienne apparaît comme le lieu par excellence où le potentiel des acteurs urbains se manifeste, se construit et se développe pour le bien être de la collectivité territoriale si et seulement ses valeurs culturelles, ethniques, identitaires, sociales, religieuses et politiques sont prises en considérations. L'apport externe de l'État ou des bailleurs de fonds et autres partenaires vient se construire sur cette réalité intrinsèque. La force des projets et surtout la possibilité de leurs succès repose sur la capacité à fédérer deux forces, à première vue antagoniste, à savoir les volontés des acteurs locaux, leurs savoir-faire avec les moyens financiers, techniques et administratifs des États et des partenaires au développement. Les différentes études de cas dans cet ouvrage montrent bien la pertinence d'une telle démarche. Dans les milieux urbains où la synergie des forces a été mise à contribution de manière responsable, les résultats ont été jugés satisfaisants. Dans le cas contraire, les résultats ont été décevants et à la limite des échecs aussi bien pour les acteurs locaux que pour les partenaires au développement (État et les intervenants externes). Il va de soi que le développement local en milieu urbain africain n'est pas un choix mais une nécessité sur laquelle se construit l'ossature de toute politique urbaine soucieuse d'améliorer les conditions de vie des habitants de la ville.

Moustapha Soumahoro

Deuxième partie

PRATIQUE ARTISANALE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL URBAIN

Société de l'information versus priorisation des besoins : quels enjeux de développement pour la commune de Bouaké (Côte d'Ivoire) ?

KONÉ Kapiéfolo Julien

Université Alassane Ouattara
Bouaké, Côte d'Ivoire
Email : kapiefolo@yahoo.fr

ADOU Bosson Camille

Université Alassane Ouattara
Bouaké, Côte d'Ivoire
Email: adoubc@gmail.com

DJOMO Armel Konan Kouassi

Université Alassane Ouattara
Bouaké, Côte d'Ivoire
Email: djomoarmel@gmail.com

Résumé

Qu'il soit considéré à l'échelle nationale comme locale, le développement constitue une des modalités du changement social. En tant que tel, il implique nécessairement des valeurs, des choix, des décisions, des orientations et adaptations en fonction des circonstances et des évolutions économiques, politiques et technologiques. Aujourd'hui, l'heure est à la société de l'information et les implications socio-économiques induites par les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) font d'elles des auxiliaires du développement. Or en Côte d'Ivoire, l'analyse du budget alloué à chaque secteur (santé, éducation, électrification, TIC, etc.) révèle que les champs d'investigation des acteurs du développement local sont orientés vers les besoins classiques au détriment des choix innovants. Cette situation soulève la question d'adaptabilité au contexte technologique ambiant. Cette étude vise à appréhender le développement de la commune de Bouaké dans un contexte dual de priorisation de besoins et de développement de la société de l'information. La méthodologie de cette étude s'appuie sur les fonds documentaires issus de la littérature scientifique et le recours au procédé empirique de recherche (observation directe sur le terrain et entretiens). Le bilan des investissements municipaux et des orientations de la politique du développement local indique que, considérer le numérique comme activateur du

développement de la commune de Bouaké est pour l'heure une véritable problématique. Dans un contexte où la confrontation entre les TIC au service du développement et les besoins traditionnels du développement, accorde un choix indiscutable aux besoins classiques, la tendance du développement local apparaît davantage exclusive.

Mots-clés : *Développement local, priorisation de besoins, allocation budgétaire, Bouaké, Côte d'Ivoire*

Abstract

Whether considered on national or local level, development is one of the modalities of social change. As such, it necessarily implies values, choices, decisions, directions and adaptations depending on the circumstances and economic, political and technological developments. Today, the time has come for the information society, and the socio-economic implications of information and communication technologies (ICTs) to make them the auxiliaries of development. In Ivory Coast, however, the analysis of the budget allocated to each sector (health, education, electrification, ICT, etc.) reveals that the fields of investigation of local development actors are oriented towards traditional needs to the detriment of innovating choices. This situation raises the question of adaptability to the surrounding technological context. This study aims to understand the development of the municipality of Bouaké in a dual context of prioritization of needs and development of the information society.

Keywords: *Local development, prioritization of needs, budget allocation, Bouaké, Ivory Coast*

INTRODUCTION

Les politiques de décentralisation qui se généralisent dans les pays africains à partir des années 1990, poussent les municipalités sur le devant de la scène. Ce processus se situe le désengagement des États en phase d'ajustement structurel et les revendications d'une plus grande autonomie et marges d'initiatives de la part des acteurs municipaux. Il ouvre une fenêtre d'opportunité pour l'appropriation locale des dispositifs TIC liés à la gouvernance et au développement local, (Mbang, 2012). Conscients du fait que fédérés dans un ensemble cohérent avec les facteurs traditionnels de développement, les TIC et le savoir peuvent constituer des ressources attractives au service du progrès socioéconomique des territoires en Afrique (Loukou, 2009 : 1).

Si dans certains pays européens notamment en France, l'autorité de régulation des télécommunications impose parfois aux collectivités locales de se muer en opérateurs pour combler les déficits d'accès aux réseaux mobiles, ce n'est pas encore le cas en Afrique. Tous les projets de diffusion du numérique échoient principalement aux opérateurs. En Côte d'Ivoire, l'article 14 de la loi n°2003-208 du 07 Juillet 2003 portant transfert et répartition de compétences de l'État aux collectivités territoriales définit les

niveaux d'intervention des collectivités locales en matière de télécommunications. Mais, on observe une absence de celles-ci en matière d'investissement dans les infrastructures numériques. Pourtant, (Ossama, 2001 : 22) fait observer que le développement des TIC et de la société de l'information permettent de dynamiser les autres secteurs d'activités. En Côte d'Ivoire le contexte est marqué par la priorité pour les collectivités locales de satisfaire les besoins classiques de développement.

Toutefois, il reste à savoir si les collectivités locales ivoiriennes suffisamment les enjeux de l'intégration dans la société de l'information ? Dans la commune de Bouaké, la formule « TIC au service du développement », inclue-t-elle le monde rural ? Cette étude est structurée en deux grandes parties. La première partie élabore une approche théorique de la question du développement local dans le contexte de la société de l'information. La deuxième examine les allocations budgétaires des autorités communales de Bouaké dans différents secteurs d'activités.

Approche théorique de l'étude

La question du développement local est d'intérêt général. Elle agrège des postulats scientifiques et engage des questions d'ordre social, économique et technologique qui demeurent au centre de nombreux débats. En fonction des continents, ce type de développement tient compte d'un ensemble de facteurs (politiques, économiques, sociales et technologiques). Loukou (2009 : 1) fait observer que le développement qu'il soit considéré à l'échelle nationale ou locale, constitue une des modalités du changement social. En tant que tel, il implique nécessairement des valeurs, des choix, des décisions, des orientations et des adaptations en fonction des circonstances et des évolutions économiques, politiques et technologiques. Le concept de développement est apparu à un moment comme le produit d'une lecture matérialiste du monde (François, 2003 : 5), avec un intérêt certain pour les indicateurs tels que le Produit Intérieur Brut (PIB) ou encore le Produit National Brut (PNB), etc..., aujourd'hui sa définition intègre une dimension technologique avec les TIC.

Cependant quoique la problématique du développement par les TIC continue d'alimenter des controverses (Loukou, 2012 : 49), cette étude s'éloigne des analyses contradictoires qui ont porté sur le rôle structurant des TIC, pour leur préférer une interprétation de « facilitateurs » de dynamique territoriale (Bertrand, 2001 : 136). Loukou (Idem : 49) souligne qu'avec l'importance croissante prise par l'information dans tous les secteurs d'activités, les TIC s'affirment désormais, dans les pays développés et émergents, comme des outils d'aide à la formalisation des stratégies de développement à l'échelle nationale comme à l'échelle locale.

Aujourd'hui, l'articulation TIC au service du développement permet d'analyser l'impact des technologies dans différents secteurs d'activités. D'ailleurs, Pasquati (2011

: 44) précise que parler de l'application des TIC au développement c'est parler d'approches de développement et du rôle attribué aux TIC dans ces approches. C'est-à-dire que la définition du développement est à formuler dans une optique élargie en alternant développement classique et développement à l'ère du numérique.

En dépit du contexte de la société de l'information, un examen critique des orientations budgétaires des collectivités locales rend compte de ce que le secteur des TIC est marginalisé dans les différents projets de développement (Sylla, 2009 : 350). Pourtant, la mise à disposition des TIC est en fait considérée au même titre qu'un branchement aux réseaux d'eau et d'électricité (Bertrand, 2001 : 138). Si effectivement les TIC ont un rôle essentiel dans l'élaboration de la stratégie de développement, avec les collectivités apprenantes, Prévost et Sévigny (2005 : 3) surpassent cette dimension technologique. En effet pour ces derniers, un projet de collectivité apprenante en plus de favoriser l'usage des TIC, propose un éveil à la participation citoyenne aux activités de la cité, une redéfinition de la gouvernance dans la communauté et une stratégie relationnelle susceptible de générer des savoirs, des compétences distinctives ainsi qu'une capacité collective à influencer la trajectoire de développement de la communauté. Au regard des accès différenciés du numérique entre le milieu urbain et rural, l'on peut penser que les collectivités locales ivoiriennes ont encore du mal à intégrer les TIC dans les schémas de développement des autres secteurs d'activité. Loukou (2012 : 49) explicite cet état de fait, puisqu'il justifie toutes les positions des acteurs à vouloir intégrer ou non le numérique dans leurs différents projets de développement.

Méthode de recherche

La méthode utilisée pour la réalisation de cette étude repose sur des entretiens auprès des autorités communales et des observations. Les entretiens auprès des autorités communales nous ont permis d'analyser leur rapport individuel aux TIC, évaluer le budget communal dans une approche chronologique. Au-delà, il s'est agi de faire le point sur l'ensemble des équipements et infrastructures réalisés par les autorités communales. Par ailleurs, étant donné que les comités villageois constituent dans un certain sens le relais entre les autorités communales et la population rurale, le questionnaire à leur endroit nous a permis de voir les réalisations effectivement exécutées par les autorités communales. En fait, très souvent une sorte de dichotomie s'observe entre les informations fournies par les autorités communales et les réalités du terrain. C'est pourquoi, l'observation a été associée aux entretiens. La situation géographique de notre espace d'étude est présentée (cf. figure 1).

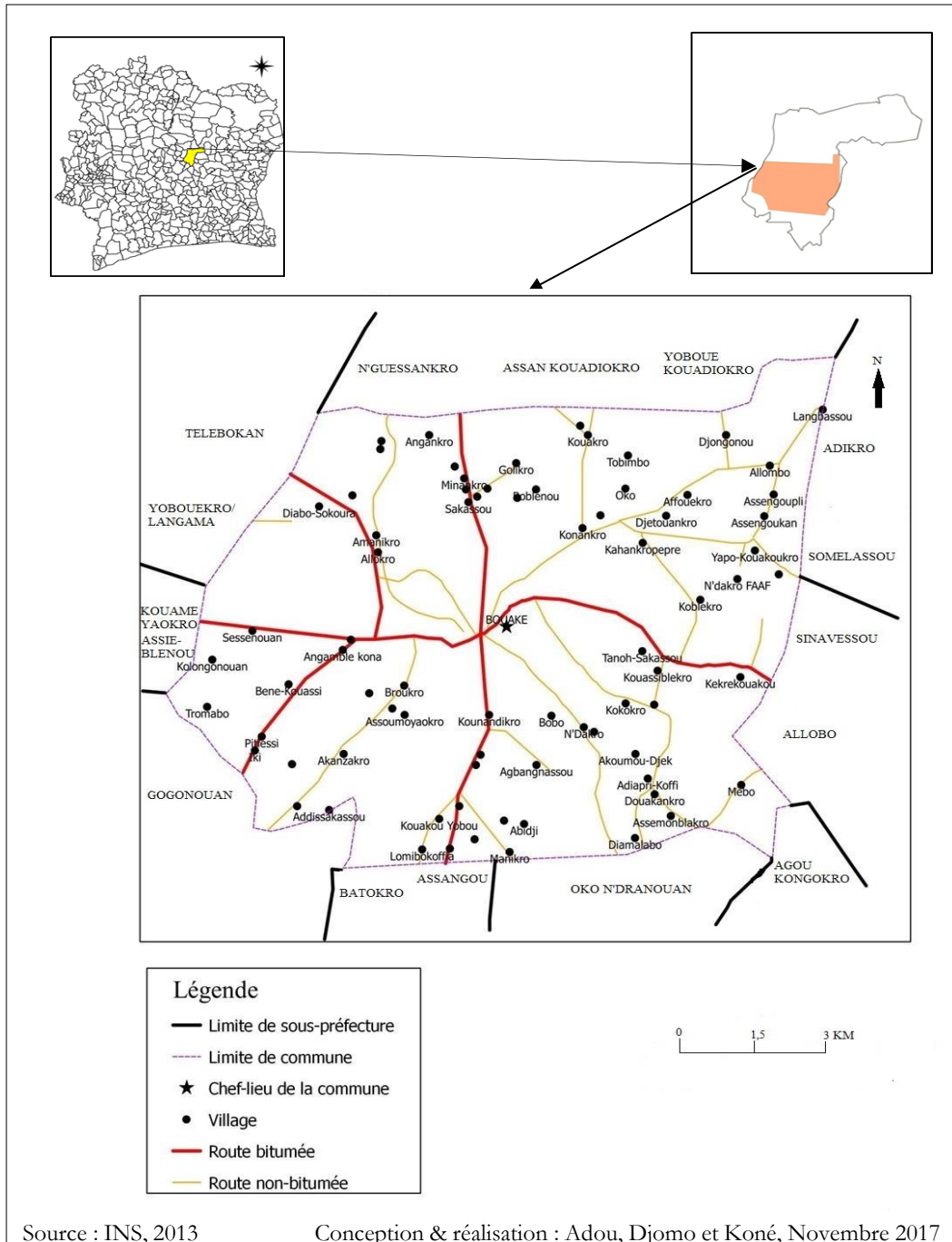


Figure 1 : Carte de localisation de la zone d'étude

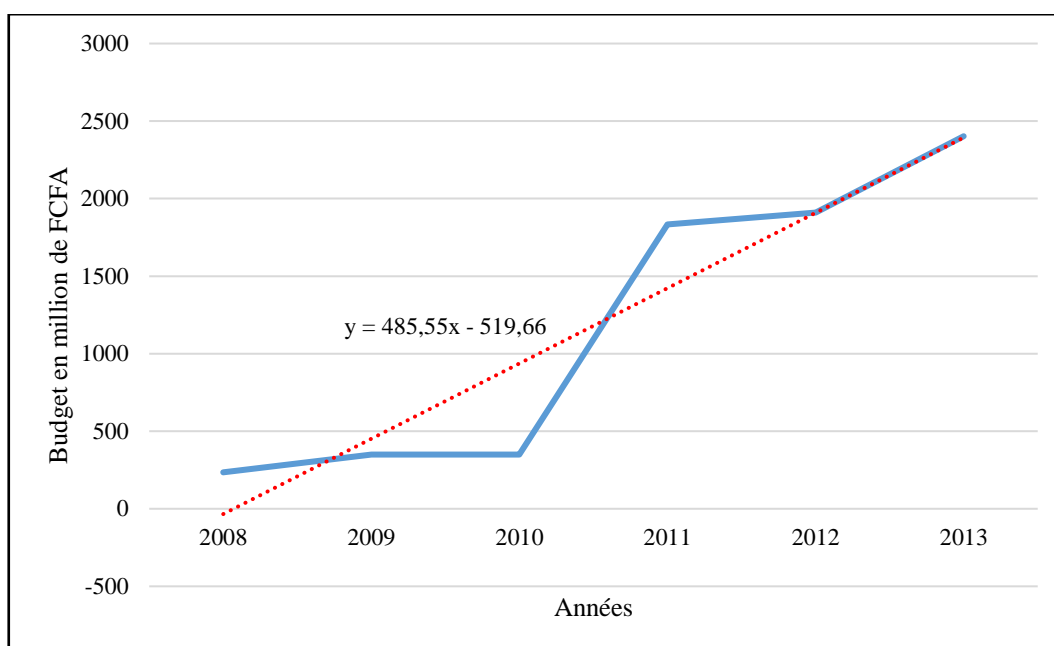
Résultats

Diagnostic des champs d'orientation du budget communal de Bouaké

Le diagnostic des réalisations effectuées par les autorités communales de Bouaké, passe au préalable par une évaluation des budgets communaux.

2.1 Évolution des budgets communaux de 2008 à 2013

L'évaluation du budget communal de Bouaké de 2008 à 2013 s'observe à travers le (cf. graphique 1).



Source : DGDDL, 2015

Graphique 1 : Tendence évolutive du budget communal de Bouaké de 2008 à 2013

La droite d'équation $y = 485,55x - 519,66$ traduit une évolution croissante du budget de la commune de Bouaké de 2008 à 2013 (Figure 2). Le coefficient directeur révèle une augmentation moyenne annuelle de 485 550 000 FCFA. Cette évolution peut être analysée en deux temps. D'un côté, de 2008 à 2010, le budget de la commune est passé de 235 millions de FCFA à 350 millions FCFA. Cette période correspond à la période de crise militaro-politique au cours de laquelle, la commune de Bouaké sous contrôle des forces nouvelles avait perdu son rayonnement économique à cause de la quasi-inexistence d'activité économique. Cette situation a favorisé la baisse des recettes fiscales avec des répercussions directes sur le budget de la communal. De l'autre côté, de 2011 à 2013, le budget de la commune a connu un accroissement considérable.

Pendant la période post-conflits, le budget a connu une hausse grâce à l'augmentation du recouvrement des recettes, à la subvention étatique (75 millions FCFA) et aux aides extérieures grâce aux structures locales (Fonds d'Investissement et d'Aménagement Urbain (FIAU), le Projet d'Appui à la Conduite d'Opérations Municipales (PACOM)) et internationales (Union Européenne, Care-International) (Commune de Bouaké 2013). Ce budget est reparti en deux rubriques. Le budget de fonctionnement et budget d'investissement (cf. tableau 1).

Année	Budget global (FCFA)	Budget de fonctionnement (FCFA)	Budget d'investissement (FCFA)	Taux (%) d'investisse- ment
2008	235000000	211500000	23500000	10
2009	350000000	315000000	35000000	10
2010	350000000	315000000	35000000	10
2011	1832765000	1513901000	309866000	16,91
2012	1908852000	1590480000	318372000	16,68
2013	2402000000	2086800000	315200000	13,12

Source : DGDDL, 2015

Tableau 1 : Les différents budgets municipaux de Bouaké de 2008 à 2013

On remarque que pendant six ans, le taux d'investissement est faible. Il oscille entre 10% et 16,91% du budget global. Les investissements sont limités car le fonctionnement administratif absorbe plus des 2/3 des recettes obtenues. Il est donc difficile pour les dirigeants locaux de satisfaire aux nombreux besoins qui leur sont soumis et qui s'accumulent au fil des ans. Dans un contexte où le développement local doit être abordé dans une double approche, il est nécessaire de porter un examen sur le numérique dans la commune de Bouaké.

Le numérique : l'oublié des autorités communales de Bouaké

Les projets communaux réalisés durant la période 2008-2015, combinent aussi bien les équipements que les infrastructures. Les (tableaux 2 et 3) synthétisent les différentes réalisations.

Désignation	Année	Localisation	Montant	Origine du financement
Construction de bureaux pour l'administration	2009	Commerce	150 000 000	Mairie
Réhabilitation d'écoles de 3 classes primaires et de bureaux	2010	Fêtékro	11 000 000	Mairie
Réhabilitation d'écoles primaires de 3 classes et bureaux + cantine	2010	Nimbo	Nd	Mairie
Réhabilitation d'une maternité	2010	Dar-es-Salam	Nd	Mairie
Construction de la clôture de l'Hôtel de ville	2010	Commerce	Nd	Mairie
Construction de bureaux annexes pour la direction Technique	2012	Commerce	24 979 556	Mairie
Construction de la Clôture du Stade de Yaoundé	2012	Sokoura	14 693 950	Mairie
Aménagement de la place de la paix	2015	Air-France	Nd	Orange CI

Source : Mairie de Bouaké 2013

Tableau 2 : Projets d'équipements récents réalisés dans la commune de Bouaké

Désignation	Année	Localisation	Montant (FCFA)	Origine du financement
Réhabilitation de feux tricolore	2011	Koko et Commerce	19 993 920	PRICI
Réhabilitation de voiries	2012	Carrefour pharmacie TSF-carrefour route principale d'Air-France	350 000 000	PRICI
Rehabilitation de la voirie	2012	Carrefour Église Protestante d'Air-France carrefour Route N'Gouatanikro	400 000 000	PRICI
Rehabilitation de la voirie	2013	Carrefour gare de Botro Carrefour Maternité de Koko	500 000 000	PRICI
Equipment de 9 Carrefour	2013	Ville	400 000 000	PRICI
Remis à niveau des installations d'eau potable de la station du Kan à Bouaké 1	2013	Ville	800 000 000	PRICI

Source : Mairie de Bouaké 2013

Tableau 3 : Projets récents de construction d'infrastructures dans la commune

Les investissements réalisés ces dernières années par la municipalité priorisent les besoins classiques de développement à savoir : les équipements sociaux notamment l'amélioration de l'accès à l'eau potable, les équipements marchands, éducatifs, sanitaires et socio-culturels. Aussi, une place de choix est réservée à l'amélioration des conditions de travail du personnel municipal. Toutefois, deux problématiques majeures découlent de ces investissements. La première est relative à la marginalisation du milieu rural au profit de la ville de Bouaké (cf. photos 1 & 2) et l'absence quasi-totale du volet numérique dans les réalisations communales.



Source : Nos enquêtes, Décembre 2017

Photo droite : Reprofilage de la voie Broukro-Ahougansou à Bouaké. Photo de droite : Une salle de classe à Douakankro

Les investissements municipaux dans le secteur se résument à des allocations de matériels, consommables informatiques et téléphoniques aux commissariats et à l'administration municipale. Cette orientation des investissements découle du fait que les autorités communales n'ont pas encore saisi la totalité des enjeux du numérique. Pendant les enquêtes, un agent municipal indique : « Qu'il faut être rassasié, se soigner puis aller à l'école, avant de faire de l'Internet ». Au regard de ces investissements, la commune de Bouaké semble être à la périphérie du développement induit par les facteurs diffusants et structurants du numérique. Quels sont les risques d'une telle politique ? Cette question nous permet d'aborder les enjeux de développement liés à l'appropriation du numérique.

De la nécessité de mise en place de projets TIC dans la commune de Bouaké

Les enjeux structurants des technologies numériques

Le facteur structurant ou indirect des TIC (qui existe depuis longtemps, mais est ignoré, voire contesté dans certains cas) consiste à stimuler le dynamisme des autres secteurs d'activité en facilitant l'exécution de multiples tâches dans les entreprises ou dans l'administration (Loukou, 2012 : 60). Il consiste aussi en l'amélioration du confort social et sécuritaire des populations à travers, par exemple, le téléphone et l'Internet

que nous utilisons pour communiquer dans maintes circonstances. La télévision et la radio sont devenues des éléments incontournables de notre quotidien. On peut parler ici d'input car, les TIC agissent plutôt comme un intrant socioéconomique. Il est difficile d'en apprécier la mesure et la portée réelles. Toutefois, une façon pragmatique d'évaluer cette dimension des TIC dans le développement consiste à imaginer la conséquence de leur privation plus ou moins prolongée. Une chose est certaine, ce facteur, quoique indirect, agit sur la rationalisation et la gestion de différentes activités (entreprises, services administratifs, programmes gouvernementaux de développement) ainsi que sur notre mode de vie au quotidien. Ces facteurs influent à leur tour sur le produit national brut, sur notre rendement et donc sur le développement. Les travaux du chercheur J. Feather (1994), cité par Ossama (2001 : 66), montrent par que l'utilisation des TIC, en modifiant le système de management des entreprises et des institutions, conduit à des changements structurels significatifs des activités économiques. Ainsi, l'information influencerait notablement sur la production et la distribution des biens, servirait de support aux services comme le transport, les banques, les assurances, et donnerait une base supplémentaire de compétitivité. C'est-à-dire que, progressivement, la télématisation doit toucher les différents domaines d'activité : les industries, les services, les administrations publiques, les collectivités locales et même l'agriculture. Le facteur structurant des TIC sur l'économie de la commune de Bouaké est pour l'instant assez marginal du fait justement que les activités communales sont encore très peu numérisées, et il convient de faire des efforts dans ce domaine.

Les facteurs diffusants des TIC

Deux indicateurs sont généralement utilisés par les économistes des réseaux pour tenter d'apprécier correctement le poids des TIC dans le développement : il y a, d'un côté, la part des secteurs d'activités liés à la manipulation ou au traitement de l'information dans la constitution du PNB et, de l'autre, le nombre d'emplois liés à ces secteurs d'activité. On désigne ces deux indicateurs sous les termes de facteurs diffusants ou facteurs directs, car ce sont des effets directement appréciables. Une enquête du cabinet Ernst & Young révèle, par exemple, qu'en 2008 les TIC ont représenté 6 % du PIB de la Côte d'Ivoire avec un chiffre d'affaires d'environ 700 milliards de FCFA (1.06 milliards d'euros). Pour la même année, les investissements directs dans le secteur s'élevaient à 120 milliards de FCFA (0.182 milliards d'euros), tandis que sur la période de 1997 à 2008 les investissements se sont élevés à 820 milliards de FCFA (1.25 milliards d'euros). Le secteur des TIC emploie en Côte d'Ivoire 150 000 personnes et génère 10% des recettes fiscales (Actual-IT, 2016).

Un regard porté au niveau de la ville de Bouaké révèle qu'actuellement les facteurs diffusants se résument au développement des activités informelles numériques (cabine téléphonique, ventes de portables et accessoires, réparateurs de téléphone, vendeur de

CD piraté, salle de jeu vidéo, activité liée à la piraterie de la télévision à péage, etc.) à côté du secteur formel. Ainsi, face à la crise de l'emploi, ce secteur constitue une opportunité d'emploi pour de nombreux jeunes sans emploi.

Discussion

Si les principaux investissements municipaux reposent sur les besoins classiques, l'accès aux infrastructures n'est pas pour autant une garantie dans les différentes localités. Des différentes investigations, il ressort que les conditions de travail pour les instituteurs dans la localité de Douakankro sont de loin inappropriées.

Pour faire face aux grands enjeux de la société de l'information, les villes et les pouvoirs locaux ont un rôle important à jouer, aux côtés des gouvernements. Qu'il s'agisse de l'accès universel à la société de l'information, de l'éducation, de la culture, ou du développement démocratique, les municipalités et les collectivités locales sont en effet souvent en première ligne dans la mise en œuvre des politiques. Même s'ils sont très largement encouragés et financés par les États, ce sont les programmes locaux d'accès aux TIC qui concrétisent l'action menée au quotidien pour réduire la fracture numérique (Curien et Muet, 2004 : 65). Cependant, les résultats de notre recherche ont montré que le numérique ne constitue pas encore le centre d'intérêt des autorités communales en dépit de la reconnaissance des avantages liés aux outils TIC. Le faible engouement pour le numérique municipal est inhérent à un ensemble de facteurs. Selon Guibbert et Sagna (2012 : 75), malgré les processus de décentralisation en cours dans les pays d'Afrique de l'Ouest, il n'en faut pas moins relever la faiblesse quasi générale de l'appropriation des TIC par les acteurs publics locaux. Les raisons expliquant cet état de fait sont multiples parmi lesquelles on peut citer la faiblesse des moyens humains, financiers et techniques dont disposent les collectivités locales, le faible niveau de prise de conscience des enjeux découlant des TIC par les élus locaux, l'insistance sur l'élaboration de stratégies nationales ayant peu voire pas du tout pris en compte l'échelle locale, le caractère lacunaire des réseaux de distribution électriques et des infrastructures TIC dans les zones rurales, etc... Cette affirmation est davantage plus vraie en Côte d'Ivoire où l'appropriation des TIC par les collectivités locales est encore balbutiante.

Dans un contexte où l'autonomie financière des collectivités n'est pas encore effective ou totale, la réalisation de certains projets de développement apparaît difficile. En effet, de façon générale la tutelle surveille constamment les fonds des collectivités territoriales. Cette autonomie surveillée est un obstacle à la réalisation de projets de développement numérique. Par ailleurs, selon Loukou (2012 : 52) pour les élus locaux, les TIC seraient considérées comme nettement moins stratégiques et structurants que les réseaux traditionnels (routes et autoroutes, voies ferrées, aéroports, canaux, etc.) ce qui explique leur manque de visibilité des marges de manœuvres dans ce secteur. Ce

conours de circonstances pousse Ullmann (2006) à dire que le développement actuel du numérique rime avec deux types de collectivités locales : les exclues volontaires et les exclues involontaires. Tenant compte de ce contexte, Guibbert (2016 : 91) souligne que les collectivités locales seraient plutôt frappées d'un relatif effacement d'un point de vue numérique.

CONCLUSION

Cette étude s'est attelée à appréhender le développement de la commune de Bouaké dans un contexte dual de priorisation de besoins classique et de développement de la société de l'information. Elle soulève la question d'adaptabilité du développement local au contexte au paradigme de la société de l'information. Le bilan des investissements municipaux et des orientations de la politique du développement local indique que, considérer le numérique comme activateur du développement de la commune de Bouaké est pour l'heure une véritable problématique. Dans un contexte où la confrontation entre les TIC au service du développement et les besoins traditionnels du développement, accorde un choix indiscutable aux besoins classiques, la tendance du développement local apparait davantage exclusive. Certes, le numérique est un déterminant du développement, mais en Côte d'Ivoire les collectivités locales n'ont pas encore saisi la totalité des enjeux du numériques. Pour preuve, la diffusion spatiale de ses technologies est quasiment du ressort des opérateurs privés pour l'instant même si on peut remarquer l'infime intervention des autorités communales dans ce secteur. Or les opérateurs privés guidés par la logique mercantiliste, ont une tendance atavique à investir dans des zones où le retour sur investissement est une garantie. Dans ce cas de figure, la fréquence de zones blanches et de zones grises de la téléphonie mobile et de l'Internet mobile maillent l'espace rural de la commune de Bouaké. Alors, si les modalités d'accès à certaines technologies tendent à rendre plus vive la problématique spatiale des TIC, comment amorcer le développement dans une approche de compétitivité et d'attractivité du territoire quand on sait que ce sont deux pesanteurs essentielles du développement local ?

BIBLIOGRAPHIE

Bertrand, Nathalie., 2011. « Technologies de l'Information et de la Communication : quels rôles dans les dynamiques territoriales de développement », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, No.1, pp. 135-152.

Côte d'Ivoire, Les enjeux de l'économie numérique en Côte d'Ivoire, Magazine d'information de l'économie numérique, Abidjan, Ministère de l'économie Numérique et de la Poste, 2016, n°00.

Curien, Nicolas et Muet, Pierre-Alain, 2004. *La société de l'information*, Paris, La Documentation française.

- François, Alain, 2003. « Le concept de développement : la fin d'un mythe », *L'Information Géographique*, No.4, pp. 323-336.
- Guibbert, Jean-Jacques., 2016, « Villes intelligentes “par le bas”, illustrations africaines », dans Eveno Emmanuel et Guibbert Jean-Jacques (dir.), *Villes intelligentes “par le bas”*, Entre chercheurs, experts et acteurs associatifs, Édition Adirea, pp. 87-100.
- Guibbert, Jean-Jacques et Sagna, Olivier, 2012, « Le rôle des ONG dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques liées au développement de la société de l'information en Afrique de l'Ouest : regards croisés sur le Bénin, le Mali et le Sénégal », dans Recherches en Afrique de l'Ouest Francophone (dir.), *Sociétés africaines de l'information*, pp.57-79.
- Loukou, Alain François, « Les TIC et l'attractivité dynamique des territoires dans la problématique du développement local en Afrique », *Tic & Développement*, [En ligne] URL : <http://www.tic.ird.fr/spip.php?article321>, mis en ligne le 20 Octobre 2009 consulté le 02 décembre 2017.
- Loukou Alain François, « Les TIC au service du développement en Afrique ». Simple slogan, illusion ou réalité ? », *tic&société*, [En ligne] URL : <http://ticetsociete.revues.org/1047> ; DOI : 10.4000/ ticetsociete.1047, mis en ligne le 18 juin 2012, consulté le 30 septembre 2016.
- Mbang, Dieng et Espérance Cécile, 2012. Appropriation d'outils technologiques par les acteurs : le cas des entreprises du secteur financier au Cameroun, Thèse de Doctorat, Paris, Université Paris-Est, Option Gestion et management.
- Ossama, François, 2001. *Les Nouvelles Technologies de l'Information : Enjeux pour l'Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan.
- Pasquati, Éric Ramos, 2011. *L'appropriation socio-culturelle du téléphone portable par les agriculteurs de la boucle du Mouhoun, Burkina Faso. Contribution à une approche socio-culturelle des TIC pour le développement socio-économique*, Thèse de Doctorat, Paris, Université Paris Ouest Nanterre la Défense Département de sociologie.
- Prévost Paul et Sévigny Bernard, « La collectivité apprenante comme stratégie du développement local », *The Journal of Community Informatics*, [En ligne] URL : <http://www.uqac.ca/vision2025/capitalcreativite/prevostsevigny.pdf>, document consulté le 02 décembre 2017.
- Sylla, Ibrahima, 2009. *Les collectivités locales face au défi du numérique : cas de la commune d'arrondissement de Dakar*, Thèse de Doctorat, Dakar, Université Cheick Anta Diop, Département de géographie et aménagement.

Ullmann, Charlotte, 2006. *Les politiques régionales à l'épreuve du développement numérique : enjeux, Stratégies et impacts*, Thèse de doctorat, Paris, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, Département de géographie.

Table des matières

Le développement local en question en République Démocratique du Congo : Heurs et malheurs de la géographie congolaise ? <i>Jean-Claude Mashini D.M.</i>	19
La dynamique et l'organisation de l'espace urbain de Kinshasa en République démocratique du Congo, <i>Holenu Mangenda Holy</i>	35
Métropoles et développement des territoires périmétropolitains au Cameroun en contexte de décentralisation : stratégies institutionnelles et initiatives endogènes à l'aune des interactions urbain-rural, <i>Gaston Ndock Ndock, H. Blaise Nguendo Yongsu</i>	53
Contribution mitigée de l'exploitation minière au développement local au Cameroun : cas de la commune de Betaré Oya, <i>Saba Frédéric, Tchounga Soutchoung Thierry Gaïtan</i>	81
Du sable au développement : diagnostic de la filière « sable-Sanaga » dans la Commune d'Ebebda (Centre-Cameroun), <i>Voundi Éric, Tchindjang Mesmin</i>	99
Démarcheur ou « <i>dillali</i> », un maillon essentiel à découvrir dans les transactions foncière et immobilière de la Ville de Zinder, <i>Adamou Abdoulaye</i>	121
Société de l'information versus priorisation des besoins : quels enjeux de développement pour la commune de Bouaké (Côte d'Ivoire) ? <i>Koné Kapiéfolo Julien, Adou Bosson Camille, Djomo Armel Konan Kouassi</i>	139
Abobo-baoulé : un exemple de développement local et communautaire à Abidjan en Côte d'Ivoire, <i>Diby Kouakou Martin</i>	155
Le développement communal piégé par son inadaptation culturelle et les acteurs de la mondialisation : cas de la commune	

de Bondoukou (Côte d'Ivoire), *Kouadio Adou François, Kra Kouadio Joseph, Traoré Porna Idriss*.....181

L'écologie-culturelle : matérialisation d'une initiative à la dynamique du développement local à Douala au Cameroun, *Essapo Daniel, Nyonkwe Ngo Ndjem Marie Louise Simone*.....203

Les recompositions ethno-identitaires dans les villes camerounaises, *Ismâïla Datidjo, Leonel Chatry Keptchuime Konguep*227

Milieu urbain et développement local en Afrique subsaharienne

Sous la direction

Moustapha Soumahoro
Professeur agrégé de géographie
Université Laurentienne
Sudbury, Ontario, Canada

Comité de rédaction

Raoul ÉTONGUÉ MAYER, Université Laurentienne; Georges KPAZAI, Université Laurentienne; Dre Fatoumata TRAORÉ, Ottawa, Canada; Dre Hélène Boyossoro KOUADIO, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire; Mr Thierry GNAO, Ingénieur, Consultant en infrastructures rurales, Québec, Canada; Dr Serge Olivier KOTCHI, Santé publique, Canada.

Comité scientifique

Adamou ABDOULAYE, Université de Zinder-Niger; ADOU Bosson Camille, Université Alassane Ouattara-Côte d'Ivoire; DIBY Kouakou Martin, Université Félix Houphouët Boigny de Cocody-Côte d'Ivoire; DJOMO Armel Konan Kouassi, Université Alassane Ouattara-Côte d'Ivoire; ESSAPO Daniel, Institut National de Cartographie-Cameroun; Gaston NDOCK NDOCK, Université de Yaoundé I-Cameroun; H. Blaise NGUENDO YONGSI, Université de Yaoundé II-Cameroun; Holenu MANGENDA HOLY, Université de Kinshasa-RD Congo; Ismaïla DATIDJO, Université de Dschang-Cameroun; Jean-Claude MASHINI D.M., Université Pédagogique National (UPN), Kinshasa-RD Congo; KONÉ Kapiéfolo Julien, Université Alassane Ouattara-Côte d'Ivoire; KOUADIO Adou François, Université Félix Houphouët Boigny-Côte d'Ivoire; KRA Kouadio Joseph, Université Peleforo Gon Coulibaly-Côte d'Ivoire; Leonel Chatry KEPTCHUIME KONGUEP, Université de Dschang-Cameroun; NYONKWE NGO NDJEM Marie Louise Simone, Institut National de Cartographie-Cameroun; SAHA Frédéric, Université de Yaoundé I-Cameroun; TCHINDJANG Mesmin, Université de Yaoundé I-Cameroun; TCHUENGA SEUTCHUENG Thierry Gaitan, IRAD-Yaoundé-Cameroun; TRAORE Porna Idriss, Université Félix Houphouët Boigny-Côte d'Ivoire; VOUNDI Éric, Université de Yaoundé I-Cameroun

